

Gouvernement du Québec

Décret 885-99, 4 août 1999

CONCERNANT l'adhésion de la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Sorel

ATTENDU QUE diverses municipalités sont parties à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Sorel;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), les municipalités parties à une entente relative à une cour municipale commune peuvent prévoir dans celle-ci que toute autre municipalité peut adhérer à cette entente aux conditions qui y sont prévues ou qui seront déterminées en vertu de celle-ci;

ATTENDU QU'en vertu de ce même article, une municipalité peut adhérer à une telle entente par règlement de son conseil;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de cette loi, une copie certifiée conforme du règlement doit être transmise au ministre de la Justice et à chacune des municipalités parties à l'entente et que le ministre des Affaires municipales et de la Métropole doit en être avisé;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de cette loi, modifié par l'article 4 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30), un règlement portant sur l'adhésion d'une municipalité à l'entente relative à une cour municipale commune existante est sujet à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de ce même article, un tel règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la publication d'un décret du gouvernement à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Sorel prévoit que toute autre municipalité peut y adhérer aux conditions mentionnées;

ATTENDU QUE lors d'une séance tenue le 2 mars 1999, la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu a adopté le règlement 285-99 qui prévoit à l'article 1 son adhésion à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Sorel;

ATTENDU QUE toutes les conditions relatives à l'adhésion d'une autre municipalité prévues dans l'entente

relative à la Cour municipale commune de la Ville de Sorel ont été respectées;

ATTENDU QU'une copie certifiée conforme de ce règlement dûment adopté a été transmise à la ministre de la Justice et à chacune des municipalités parties à l'entente et que la ministre des Affaires municipales et de la Métropole en a été avisée;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver l'article 1 du règlement 285-99 de la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu portant sur l'adhésion de cette municipalité à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Sorel;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice et de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE l'article 1 du règlement 285-99 de la Municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu joint à la recommandation ministérielle et portant sur l'adhésion de cette municipalité à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Sorel soit approuvé;

QUE l'article 1 de ce règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32605

Gouvernement du Québec

Décret 886-99, 4 août 1999

CONCERNANT le retrait du territoire du Village de Lavaltrie et de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie de la compétence de la Cour municipale commune de la Ville de L'Assomption

ATTENDU QUE diverses municipalités sont réputées avoir conclu, en vertu de l'article 208 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), une entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de L'Assomption, entente à l'égard de laquelle des modifications ont été dûment approuvées par le décret 737-97 du 4 juin 1997;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 107 de cette loi, le conseil d'une municipalité, partie à une entente d'établissement d'une cour municipale commune ou qui a

adhéré à une telle entente, peut adopter un règlement portant sur le retrait de son territoire de la compétence de la cour;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 108 de cette loi, remplacé par l'article 83 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes municipaux (1998, c. 31), un tel règlement doit être adopté par le vote affirmatif de la majorité des membres du conseil de la municipalité et que ce règlement est soumis à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 109 de cette loi, une copie certifiée conforme au règlement doit être transmise au ministre de la Justice et à chacune des municipalités parties à l'entente et que le ministre des Affaires municipales et de la Métropole doit en être avisé;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 111 de cette loi, modifié par l'article 29 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30), le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre de la Justice et du ministre des Affaires municipales et de la Métropole, approuver un tel règlement lorsque la municipalité qui le lui soumet démontre à sa satisfaction que les conditions de retrait prévues à l'entente d'établissement ont été respectées;

ATTENDU QU'en vertu de ce même article, un tel règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la publication d'un décret du gouvernement à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le décret;

ATTENDU QUE lors d'une séance tenue le 11 janvier 1999, le Village de Lavaltrie a adopté le règlement 408-1998 portant sur le retrait de son territoire de la compétence de la Cour municipale commune de la Ville de L'Assomption;

ATTENDU QUE lors d'une séance tenue le 14 décembre 1998, la Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie a adopté le règlement 218-4-98 portant sur le retrait de son territoire de la compétence de la Cour municipale commune de la Ville de L'Assomption;

ATTENDU QU'une copie certifiée conforme de ces règlements a été transmise à la ministre de la Justice et à chacune des municipalités parties à l'entente et que la ministre des Affaires municipales et de la Métropole en a été avisée;

ATTENDU QUE l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de L'Assomption, en vertu de laquelle ces municipalités ont soumis leur territoire à la compétence de cette cour municipale, contient à son

article 15 des conditions de retrait qui prévoient qu'une municipalité désirant se prévaloir de son droit de retrait doit payer une indemnité à la Ville de L'Assomption et qu'elle doit l'aviser de son retrait éventuel, six mois avant l'adoption du règlement à cet effet;

ATTENDU QUE ces municipalités ont versé l'indemnité prévue à la Ville de L'Assomption et que celle-ci a renoncé par l'adoption d'une résolution à l'application de la condition relative à l'avis de retrait;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le règlement 408-1998 du Village de Lavaltrie et le règlement 218-4-98 de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice et de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE le règlement 408-1998 du Village de Lavaltrie et le règlement 218-4-98 de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie joints à la recommandation ministérielle et portant sur le retrait de leur territoire de la compétence de la Cour municipale commune de la Ville de L'Assomption soient approuvés;

QUE ces règlements entrent en vigueur le quinzième jour qui suit la date de publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

32606

Gouvernement du Québec

Décret 887-99, 4 août 1999

CONCERNANT l'adhésion de la Municipalité de La Visitation-de-l'Île-Dupas, du Village de Lavaltrie, de la Paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, de la Paroisse de Saint-Norbert et de la Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier à l'entente relative à la Cour municipale commune de la municipalité régionale de comté de D'Autray

ATTENDU QUE diverses municipalités sont parties à l'entente relative à la Cour municipale commune de la municipalité régionale de comté de D'Autray;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), les municipalités parties à une entente relative à une cour municipale commune peuvent prévoir dans celle-ci que toute autre